Syndicat des Retraité·es CGT de Belley-Bas-Bugey – Juillet 2024

FLASH INFO

Repas des retraité·es au Pont de La Loi, mercredi 10 juillet :

Après la victoire du Nouveau Front Populaire (NFP), cet agréable moment de convivialité a été bien apprécié par la quarantaine de participant·es. Un peu de détente fait du bien après des semaines de mobilisation intense des camarades pour faire triompher nos exigences sociales et environnementales mais ne pas oublier que la lutte continue pour donner vie au programme du NFP.






Un message de sympathie a été adressé à notre camarade Guy F, absent pour raison de santé.

Retour sur la séquence électorale de juin/juillet 2024 :

Partie divisée aux élections européennes du 9 juin et face à la menace de l'extrême droite, dans un autre contexte électoral (élection majoritaire à 2 tours), la gauche a su se regrouper sur un ambitieux programme pour répondre aux exigences sociales et écologiques, après des années de casse des services publics, d'austérité et d'injustice fiscale, fruits de la politique de Macron, le président des riches !

L'extrême droite a été écartée (provisoirement) du pouvoir, parce que la gauche a pris ses responsabilités en annonçant dès le soir du 1er tour le retrait de ses candidats pour faire barrage au « R-Haine ». On ne peut pas en dire autant de la macronie et de la droite qui ont tergiversé avant de faire jouer la réciprocité, au risque de laisser l'extrême droite arriver au pouvoir, en considérant, somme toute, qu'elle serait moins dangereuse pour les intérêts de la finance et des capitalistes.

En ciblant les « extrêmes », en plaçant LFI sur le même plan que le RN (parti raciste et xénophobe), ils ont fait preuve d'une ignominie sans nom. Quoiqu'il en soit, l'extrême droite a atteint un niveau inégalé : 33,4 % soit 10,6 M de voix au 1er tour, ce qui est inquiétant en vue des prochaines échéances électorales : municipales 2026, nationales 2027.

Si on ne s'attaque pas aux problèmes sociaux : bas salaires, inflation, sentiment de déclassement …, si on ne démontre pas l'imposture sociale du RN et sa dangerosité pour les libertés publiques, on pourra difficilement endiguer cette vague.
C'est ce à quoi le NFP s'est attaqué avec son programme ambitieux qui reprend une très large partie de nos revendications syndicales :
- l'augmentation des salaires et des pensions
- l'indexation des salaires sur les prix
- l'abrogation de la réforme des retraites et de l'assurance chômage
- l'investissement dans nos services publics sur tous les territoires
- la réindustrialisation du pays pour répondre au défi environnemental

Ces nouvelles dépenses sociales seront largement financées par plus de justice fiscale, en faisant payer les riches et les multinationales : rétablissement de l'ISF, taxation des superprofits…

A la suite des élections législatives anticipées, la gauche est la 1ère force politique a l'Assemblée Nationale, devant les macronistes, le RN et devant la droite conservatrice. Le camp de Macron ne semble pas avoir compris qu'il a perdu ces élections pour avoir nié le niveau de détestation dans la société de la politique qu'il a menée. Il tente par tous les moyens d'empêcher l'émergence d'un gouvernement de gauche et de rupture, seul capable de répondre à la crise actuelle.

La pauvreté gagne du terrain :

En France, aujourd'hui, 9 M de pauvres soit 14,5 % de la population (sur)vivent avec moins de 1000 € par mois.
Les inégalités s'accroissent scandaleusement entre les plus riches et les plus pauvres. Une situation indigne et intolérable au pays des droits de l'homme.
Les difficultés à se nourrir, se loger, se chauffer, se soigner, se cultiver, se divertir rendent la vie de nombre de nos concitoyen·nes indigne.
Être pauvre, c'est ne plus pouvoir subvenir à ses besoins, mais c'est aussi, la violence, la peur permanente de l'imprévu, la perte de l'estime de soi, l'isolement social… un engrenage d'où on ne se voit plus sortir.
Des solutions existent. Elles sont au cœur du programme du NFP évoqué ci-dessus.

Conscient de cette situation, notre syndicat de retraité·es a prévu de tenir une rencontre-débat sur ce thème à la rentrée.
Il a prévu de se rapprocher des associations caritatives locales pour échanger sur cette thématique.

Gaza / Palestine / Israël :

Situation au 10 juillet 2024 :
38 000 morts dont 16 000 enfants !
L'armée du gouvernement d'extrême droite israélien a marqué l'entrée du 10ème mois de guerre par des attaques massives sur les villes de Gaza et de Khan Younes ciblant délibérément des écoles de l'UNWRA où sont réfugiés des milliers de déplacés.
4 écoles touchées en 4 jours causant plus d'une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés. Nouveau déplacement de 250 000 personnes au nord-ouest de Gaza pour pouvoir bombarder les 3 autres quartiers de Gaza ville. 80% de la ville est maintenant détruite.
Le collectif chambérien constitué autour de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) et d'Urgence Palestine organise des manifestations hebdomadaires, tous les samedis à 14h00 place de Genève pour exiger un cessez-le-feu permanent et la reconnaissance de l'état de Palestine par la France.

Par son refus de cette reconnaissance et par la condamnation à minima des crimes israéliens, un véritable génocide, la complicité du président français est totale.